

## Un Cadre National de Qualifications pour l'Enseignement Supérieur :

### Une exigence ou un plus ?

Prof. Mohamed Miliani, HERE, Algérie

Depuis 2008 l'enseignement supérieur en Algérie s'est imposé une règle : améliorer ses pratiques pédagogiques et scientifiques de façon continue. L'objectif ultime était d'évaluer ses politiques, ses actions, ses processus et ses pratiques, afin d'améliorer l'état des choses. Les principales cibles ont été la gouvernance et la pédagogie, deux domaines qui n'ont pas toujours reçu suffisamment d'attention par les autorités universitaires et même par les parties prenantes elles-mêmes (enseignants et étudiants en particulier). Un certain nombre de mesures correctives ont été apportées<sup>1</sup> afin d'équiper le secteur avec les outils nécessaires pour l'évaluation de ses programmes de formation et des offres pédagogiques afin qu'il puisse débarrasser le système des dysfonctionnements qui le bloquent ou ne l'aident pas à s'améliorer de façon continue. Ainsi, la politique nationale de qualité est appuyée par des outils d'évaluation et de la qualité : d'une part, le cadre National d'Assurance Qualité (*Référentiel National d'Assurance Qualité de l'Enseignement Supérieur, RNAQES*<sup>2</sup>) qui a récemment été utilisé par les composantes de l'Université pour l'autoévaluation (depuis janvier 2017), et d'autre part : les indicateurs clés de performance (ICP) un outil qui sera bientôt employé par le Comité National d'évaluation (CNE) pour évaluer principalement les programmes de formation de l'enseignement supérieur et la gouvernance de l'Université. Le plan stratégique du ministère a consisté, par le biais de plusieurs actions, en le développement de la visibilité de tous les programmes de formation mis au point par le secteur, mais aussi d'améliorer les capacités et compétences de la communauté de pratiques face aux défis auxquels elle doit faire face dans le monde globalisé d'aujourd'hui. Toutefois, nous émettons l'hypothèse qu'un cadre national de qualifications doit être établi entre les secteurs de formation du pays afin de déterminer une meilleure grille de lecture du système. Ce qui manque parfois aux offres de formation c'est la visibilité de certains programmes de formation, comment ils sont liés les uns aux autres, ainsi que le degré de responsabilisation à tous les niveaux. Ce qui est en jeu est la lisibilité des qualifications, des diplômes, et des certificats donnés à ceux qui ont atteint un niveau de réalisation, d'expertise, de connaissances, et de savoir-faire, déterminé après une période (courte ou longue) de formation par un certain nombre d'institutions qui sont plus ou moins contrôlées.

Néanmoins, et jusqu'à tout récemment, le secteur de la formation, y compris l'enseignement supérieur, manquait d'un outil pour identifier les exigences du marché du travail, un moyen utile pour les demandeurs d'emploi, les recruteurs et les intervenants sur le marché du travail, surtout les institutions en charge de la formation. C'est la *Nomenclature Algérienne des Métiers/Emplois, NAME*<sup>3</sup> qui a été récemment publié (avril 2017) qui semble être l'ultime et si nécessaire référentiel des

---

<sup>1</sup> En Janvier 2016, le secteur a organisé une conférence nationale d'évaluation du LMD et de son rapport avec le secteur socioéconomique.

<sup>2</sup> Il est venu au premier plan en 2014 après des années de préparation et de débats par la CIAQES (commission d'implémentation de l'assurance qualité de l'enseignement supérieur).

<sup>3</sup> NAME repose sur l'éducation par les compétences. Elle est subdivisée en : désignation, description de l'emploi, accès à un emploi/métier, conditions de pratique professionnelle, lieu de travail, activités de base, compétences génériques, activités spécifiques et compétences spécifiques.

métiers décrivant les profils de ceux qui en seront bénéficiaires. Ce référentiel est le résultat d'un projet commun avec l'Europe (Projet d'appui au secteur de l'emploi en Algérie, PASEA). Ce référentiel comprend 16 secteurs, 87 domaines, 36 sous-domaines, 422 descriptions de postes de travail, et 5479 désignations (appellations correspondant à des titres de profession). Cependant, il est passé inaperçu par les promoteurs de plans de formation. En fait, il s'agit d'un développement majeur pour les futurs demandeurs d'emploi en formation et de leurs futurs employeurs. Les universités qui sont un partenaire important dans le mécanisme de formation ont à utiliser ce moyen pour devenir plus efficaces dans l'ensemble du processus de préparation du marché de travail de demain. L'Agence nationale de l'emploi (ANEM<sup>4</sup>) s'est ainsi imposée comme un partenaire valable sans lequel, les universités seraient incorrectement préparées pour face à la problématique de l'employabilité de tous les étudiants. L'ANEM a ouvert un site web (*Wassite*/intermédiaire en arabe) pour établir le dialogue avec toutes les parties prenantes. Le rôle de *Wassite* est de publier une description complète et exacte des emplois.

L'on peut croire que le monde du travail donnera ainsi une image moins floue pour les professeurs d'université, dont la responsabilité est de répondre aux besoins de leurs étudiants (orientation professionnelle). Les chômeurs diplômés semblent avoir une opportunité pour parfaire leurs profils. Plus d'aide peut alors être accordée aux étudiants quant à leurs besoins d'information de qualité rapide en tant que demandeurs d'emploi. *NAME* fonctionne comme un guide de compétences-clés, et en tant que tel, doit fonctionner dans un cadre plus large qui impliquera les autres outils d'assurance qualité et d'évaluation et dont les universités ne peuvent en faire l'économie pour que ces dernières puissent s'ouvrir à l'environnement socioéconomique. Ainsi, le RNAQES qui est subdivisé en 7 domaines, 31 champs, 123 références et 219 critères, est le plus connu des référentiels dans la culture d'évaluation de l'Université, même si une majorité de professeurs d'Université ne sont pas encore au courant de son existence. Les sept domaines qui constituent la base du référentiel sont : la gouvernance – la formation – la vie à l'Université– la recherche scientifique – les infrastructures – les relations avec l'environnement socio-économique – et la collaboration. En ce qui concerne les indicateurs-clés de performance pour l'évaluation et l'amélioration de la qualité, (*QA-islamic*<sup>5</sup>), il a 7 critères et 33 indicateurs. Il n'a pas encore été utilisé pour l'évaluation.

Notre conviction est qu'une vision systémique peut maintenant être mise au point au niveau national afin de mieux organiser les secteurs de la formation dont celui de l'enseignement supérieur. Il ya lieu ainsi de procéder à la mise en commun des outils mentionnés ci-dessus et que nous avons identifiés comme étant la clé dans l'expansion, la croissance et le progrès du secteur éducatif et de la formation professionnelle face aux défi de l'insertion professionnelle des étudiants. Même si nombre de pays du monde n'ont pas un cadre national de qualifications finalisé<sup>6</sup>, nous estimons nécessaire sans être une obligation d'établir un système pour l'articulation entre, l'intégration, la gestion et l'évaluation des qualifications nationales pour les formations courtes ou longues. Ce qui est

---

<sup>4</sup> Le réseau de l'ANEM est constitué de 7 directions centrales, 11 bureaux régionaux, 48 agences de régions et 210 agences locales.

<sup>5</sup> Il a été développé en 2011, lors d'une conférence des ministres de l'enseignement supérieur dans le monde islamique.

<sup>6</sup> L'UNESCO (2015) indique que plus de 140 pays sont à des niveaux différents dans la construction de ce cadre de qualifications (**Level-setting and recognition of learning outcomes : The use of level descriptors in the twenty-first century**).

nécessaire est un moyen d'identifier une typologie des qualifications, les classer et les hiérarchiser, et ce pour permettre une certaine analyse comparative entre les établissements d'enseignement supérieur, de rapprocher l'enseignement/apprentissage du monde du travail. Elle permet en outre de voir comment les individus peuvent progresser dans l'enseignement supérieur car elle contient toutes les informations nécessaires, pour que les mobilités interne et externe des étudiants croissent. Les titulaires d'un diplôme algérien ont toujours trouvé des difficultés pour s'inscrire à l'étranger en raison du problème de la reconnaissance des diplômes internationaux. Le cadre réduira ainsi le grand nombre de diplômes non reconnus, dus principalement au manque de visibilité de la formation universitaire dans toutes les spécialités. Ce qui est nouveau, c'est qu'un cadre de qualifications est susceptible d'augmenter le niveau de responsabilité de tous les intervenants impliqués dans le lancement, l'accréditation, et l'évaluation de la formation proposée.

Dans une société fondée sur l'économie de la connaissance que le pays souhaite devenir, les politiques de l'éducation et de la formation devraient affronter la concurrence et mieux répondre aux nouveaux défis imposés par la technologie omniprésente par l'élargissement de l'accès à l'éducation pour tous où personne ne sera laissé derrière. Les autorités éducatives et politiques algériennes devraient commencer donc par réorganiser l'ensemble du cadre de qualifications de manière ascendante (à partir de tous les outils d'évaluation et de qualité) afin de donner de la cohérence au système de formation et de lier les différents outils d'évaluation qui ont été développés jusqu'à présent. Le cadre de qualifications algérien à venir devra également être établi par rapport à des cadres bien connus telles que le cadre européen des qualifications ou celui de l'Irlande du Nord (pays proches de l'Algérie). L'idée est de comparer ses pratiques avec celles d'autres pays qui ont une longue histoire dans la mise en œuvre du cadre de qualifications, mais aussi de développer la collaboration et la communication avec des partenaires potentiels qui arriveront par le biais d'une éducation transfrontalière croissante.

Toutes les parties prenantes, gouvernement/ministères, membres des milieux universitaires, organismes d'attribution de qualifications et autres partenaires professionnels ont besoin d'un cadre général qui donne sens à ce qu'ils font, mais met aussi en exergue les plans de formation de toutes les initiatives. Le cadre donnera aux parties prenantes, le sens de ce qu'ils font au sein d'un système global. D'ailleurs, ils verront des améliorations dans l'ensemble du système de formation (publics ou privés) : plus de transparence, de pertinence, et de visibilité. Ce qui serait bénéfique à tous les secteurs de formation académique, professionnelle, technique et professionnelle, c'est qu'ils se réunissent afin de mieux communiquer et offrir des carrières mieux adaptées pour les jeunes. Plus de collaboration au sein de ces organismes d'éducation est plus que nécessaire et répondra moins aux conjonctures ou aux demandes ponctuelles de la société. Au contraire, cela va de pair avec l'exigence de la société pour une éducation de qualité dans un cadre qui ajoute à la visibilité de ce que l'on fait dans les établissements d'enseignement formels. Les descripteurs de niveaux<sup>7</sup>, les aptitudes, les compétences et les attitudes seront définis plus tard pour donner au cadre une cohérence qui est souvent exigée par ceux qui bénéficient de la formation. On peut donc avancer qu'un cadre de qualifications n'est pas un luxe, c'est pourquoi il est à la fois une obligation au profit d'établissements d'enseignement supérieur et aussi un plus dont tout système de formation ne peut se passer pour les défis de demain.

---

<sup>7</sup> Jardin d'enfants ; Primaire ; moyen ; Enseignement secondaire (général/professionnel), Licence ; Master ; Doctorat

## Références

EQF Advisory Group; Cedefop (2009). Criteria and procedures for referencing national qualifications levels to the EQF. [https://ec.europa.eu/ploteus/sites/eac-eqf/files/criteria\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/ploteus/sites/eac-eqf/files/criteria_en.pdf) European Commission;

EQF Advisory Group (2015). The future of referencing

Miliani, M & Allal MA (2017) *From good practices to the qualifications framework for Higher Education: a bottom-up approach* (conference, University of Jordan, May 23-24, 2017).

### **Biographie:**

Dr Mohamed Miliani est professeur à l'Université d'Oran, 2. Il détient une licence en anglais, un diplôme de didactique, un magister en éducation et un doctorat de l'Université du Pays de Galles. Il est professeur à l'Université d'Oran depuis 1974. Il s'est spécialisé en éducation, didactique et en anglais de spécialité. Ses intérêts de recherche incluent la sociolinguistique ; Éducation/formation ; la didactique de l'anglais ; et les langues en éducation. Il a publié dans ces domaines. Il a contribué à un certain nombre de chapitres de livres (le préscolaire, langues dans l'enseignement, système éducatif). Il est chef de projet de recherche en éthique universitaire au Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle, CRASC ; Vice-président de la Commission nationale d'évaluation (Enseignement supérieur) ; Membre du Comité scientifique (Institut National de recherche en éducation, éducation nationale) ; Président du Comité technique algérien pour l'éducation (Unesco).  
Projet à court terme : introduire un module transversal sur l'éthique professionnelle pour les enseignants. Il est 'HERE' (Expert en réforme de l'enseignement supérieur, programme Erasmus+).